



# TOPIC:

## Défis sécuritaires en Afrique de l'Ouest : vers une approche systémique ?

Intervenants : Yvan Guichaoua (Centre international de Bonn pour les études sur les conflits) et Tanguy Quidelleur (Centre européen de sociologie et de science politique)



### Contexte

Les évolutions récentes des dynamiques conflictuelles en Afrique de l'Ouest invitent à repenser les cadres d'analyse traditionnels de la crise sahélienne. Longtemps perçue comme circonscrite à l'espace sahélien, l'insécurité semble désormais s'étendre vers les États côtiers, révélant des recompositions sécuritaires plus larges à l'échelle régionale.

Cette extension soulève une question centrale : s'agit-il d'une simple diffusion géographique du conflit sahélien ou de l'imbrication progressive de conflits distincts, porteurs de dynamiques locales spécifiques mais désormais connectés ?

Le ReFrACT Café a exploré cette question en proposant une lecture systémique des transformations sécuritaires en Afrique de l'Ouest. Les échanges ont souligné la nécessité de dépasser une lecture strictement sahélienne de la crise afin de mieux comprendre les interactions entre dynamiques locales, nationales et régionales.

### Une transformation progressive des formes de conflit

Les discussions ont mis en évidence la succession de différentes phases dans l'évolution du conflit sahélien. Dans une perspective systémique, ces phases ne doivent pas être envisagées comme des phénomènes isolés mais comme des **séquences interdépendantes** qui se renforcent mutuellement.

Une première phase est caractérisée par des **rébellions autonomistes**, notamment dans le nord du Mali. Cette dynamique est ensuite suivie par l'émergence de mouvements **jihadistes**, qui transforment la nature de l'insurrection.

La montée de ces groupes conduit à une requalification internationale du conflit dans le cadre de la **lutte contre le terrorisme**, accompagnée d'un ensemble d'interventions mêlant dispositifs militaires et programmes de stabilisation. Ces interventions contribuent à une **militarisation croissante des régimes et des sociétés**, créant les conditions

politiques et institutionnelles qui ont favorisé une série de coups d'État dans la région.

Aujourd'hui, ces transformations participent à une fragmentation de l'autorité étatique, donnant lieu à des configurations territoriales où le contrôle de l'État est limité à certains espaces urbains fortement sécurisés, tandis que d'autres zones échappent à son autorité.

### Fragmentation territoriale et stratégies de contrôle

Un élément central de cette transformation réside dans l'émergence de configurations territoriales fragmentées, parfois décrites comme une forme d'« **État archipel** ».

Dans ces contextes, les groupes armés utilisent différentes stratégies pour affaiblir l'autorité de l'État et consolider leur influence sur les populations locales. Parmi celles-ci, les **stratégies de blocus** jouent un rôle particulièrement important.

Ces pratiques ne reposent pas uniquement sur des dispositifs physiques de contrôle mais également sur des stratégies d'intimidation visant à restreindre les déplacements des populations. Par la menace de représailles, les groupes armés peuvent instaurer des formes de blocus auto-entretenus qui isolent progressivement certaines communautés.

Dans certains cas, ces situations débouchent sur des **arrangements locaux** par lesquels les communautés acceptent l'autorité des groupes armés et s'acquittent de formes de taxation. Ces arrangements contribuent à consolider des zones de contrôle insurgé et accentuent la fragmentation territoriale.

Dans ce contexte, les populations civiles ne constituent pas seulement des victimes collatérales du conflit. Elles deviennent un **enjeu stratégique central**, chaque acteur cherchant à sécuriser leur loyauté, parfois par des moyens coercitifs.

## La milicianisation de la sécurité

La discussion a également mis en évidence la multiplication de **groupes d'autodéfense et de milices communautaires**, souvent issus de mobilisations locales.

Initialement conçus comme des initiatives de sécurité communautaire, ces groupes ont progressivement évolué vers des formes d'**acteurs paramilitaires** opérant aux côtés ou en parallèle des forces armées nationales.

Cette évolution s'inscrit dans une dynamique plus large de **milicianisation des conflits**, dans laquelle les États s'appuient de plus en plus sur des acteurs non étatiques pour répondre aux défis sécuritaires.

Toutefois, l'expérience récente suggère que la multiplication de ces acteurs tend à **augmenter les niveaux de violence sans produire nécessairement de gains territoriaux durables**. Elle peut également générer des tensions institutionnelles, notamment au sein des forces armées.

À plus long terme, la présence de **dizaines de milliers d'acteurs armés** constitue un défi majeur pour les processus de stabilisation, notamment en matière de démobilisation et de réintégration.

## Dynamiques locales et facteurs structurels

Si la diffusion régionale de l'insécurité est aujourd'hui manifeste, les discussions ont souligné l'importance de **ne pas négliger les dynamiques locales**.

Dans de nombreux cas, les groupes armés exploitent des **griefs préexistants**, liés notamment à l'accès aux ressources, aux inégalités économiques ou à la marginalisation politique de certaines populations.

Les ressources naturelles jouent également un rôle dans certains contextes, notamment autour de l'exploitation aurifère ou de l'accès à certaines zones protégées. Ces activités peuvent alimenter des économies informelles qui contribuent au financement d'acteurs armés.

Par ailleurs, les perceptions et les représentations jouent un rôle central dans la dynamique des conflits. Les réponses internationales tendent souvent à privilégier une lecture sécuritaire et militarisée de la crise, ce qui peut occulter certaines dimensions sociales et politiques des violences.

## Implications politiques et recommandations

Les échanges du ReFrACT Café mettent en évidence plusieurs pistes de réflexion pour les décideurs publics et les partenaires internationaux.

### 1. Adopter une approche multi-niveaux de la sécurité.

Les politiques de stabilisation doivent mieux intégrer les interactions entre dynamiques locales, nationales et régionales afin d'éviter les analyses simplifiées de diffusion du conflit.

### 2. Renforcer la compréhension des institutions sécuritaires.

Une attention accrue devrait être portée aux dynamiques internes des forces armées et aux transformations des appareils sécuritaires.

### 3. Encadrer le recours aux milices et groupes d'autodéfense.

Si ces acteurs peuvent répondre à des besoins sécuritaires immédiats, leur prolifération comporte des risques importants pour la cohésion institutionnelle et la stabilité à long terme.

### 4. Traiter les causes structurelles de l'insécurité.

Les politiques sécuritaires doivent être accompagnées d'initiatives visant à réduire les inégalités économiques, la marginalisation politique et les conflits liés aux ressources.

### 5. Anticiper les défis de démobilisation et de réintégration.

La gestion à long terme des acteurs armés constitue un enjeu central pour la stabilisation durable de la région.

Partenaires :



Avec le soutien de

